



Avignon, le 07 Octobre 2025

LIMINAIRE AU CSA LOCAL DE VAUCLUSE :

Monsieur le Président,

Ce mois d'Octobre n'a décidément rien de rose...

Entre des politiques qui se contrefichent du bien commun et des militants forcenés que l'on pourrait qualifier de « christiano-fascistes », notre système démocratique est en grave danger.

Cette double menace agit sur l'État comme un cancer agressif qui s'attaque à tous les tissus sains de notre République : le service public, les fonctionnaires, les contre-pouvoirs, la justice, etc...

Et le cancer de l'extrême-droite s'avère le plus dangereux !

Pendant que nos politiques s'écharpent sur des sujets sans intérêt et font tout pour battre le record du Premier Ministre qui sera resté le moins longtemps à son poste, les néo-fascistes rachètent à tour de bras des médias afin de renforcer leur propagande, tel un cancer qui métastase...

Et face à cette menace, les anti-corps républicains sont dépassés.

Ils sont dépassés par celles et ceux qui devraient défendre notre République et qui font tout le contraire.

Les attaques infâmes contre l'État de droit et les postures dignes d'un Mussolini d'opérette fragilisent tout l'édifice patiemment construit depuis 1945 par des politiques qui ont alors réussi à sortir le pays des griffes du cancer nazi.

Quelle triste ironie de voir 80 ans plus tard les héritiers du fascisme opérer une récurrence de ce cancer...

Toutefois, ce cancer ne suffit pas à abattre le fonctionnement de tout un Etat. La France a la chance d'avoir un Etat solide, qui peut s'appuyer sur des fonctionnaires qui, eux, ont le sens du devoir et des responsabilités !

Malgré toutes les attaques subies, la fonction publique vit encore : l'école publique et laïque existe encore, travaillant toujours à construire des citoyens et pas des fanatiques !

La justice juge, sans faire de distinction entre les prévenus, gage d'une justice impartiale et indépendante, les hôpitaux font tout pour soigner les corps et les esprits, sans vider leurs comptes en banque et sans trier ses patients, les communes essayent contre vents et marées de faire vivre leurs services tant bien que mal : écoles, crèches et aides aux plus fragiles existent encore !

Quant à nous, agents de la DGFIP, nous travaillons dans le respect de l'utilisateur et dans le respect d'un service public neutre, égal pour tous, malgré toutes les attaques que nous subissons qui viennent de partout, et parfois même de notre propre administration aveuglée par ses indicateurs déconnectés de la réalité. L'exemple des « simplifications » de la DGFIP est frappant, elles qui, parfois nient la réalité de la loi et de la réglementation...

Au final, la majorité des agents de la DGFIP souffre d'un stress qui ne cesse de progresser. Plus inquiétant, une rupture de confiance semble se dessiner entre ce que vivent les agents au quotidien et les orientations de la DGFIP. Le COM, pourtant vendu et survendu par les DDFIP en local n'est connu que par environ 30 % des agents selon le dernier rapport de l'observatoire interne... C'est peut-être là un révélateur sur le pessimisme réaliste des agents sur le devenir de notre administration.

Cette déconnexion est vécue au quotidien, et notre DDFIP n'échappe pas à cette règle. Les agents du SPFE peuvent en témoigner, eux qui ont subi les foudres de la Direction pour des indicateurs en deçà de la moyenne nationale. Mépriser tout un collectif de travail, nier les difficultés locales, est-ce comme cela que l'on peut motiver sereinement les troupes ?

S'interroger sur les causes du taux d'agents grévistes qui dépasse souvent les 40 % dans ce service à chaque mouvement social, est-ce trop demander ?

La théorie du ruissellement est une connerie, tant en économie qu'en management ! Subir la pression est une chose, la faire payer aux agents en est une autre !

C'est intolérable !

Quel message est adressé aux autres services du département? Il est clair et limpide : vous allez morfler ! Et ne comptez plus sur les renforts de l'EDR (qui n'existe plus en Vaucluse, d'ailleurs), ni sur aucun renfort tout court !

Soit vous arrivez à atteindre vos indicateurs, soit vous êtes nuls ! Point final ?

La convention pour les agents B et C a vu son 1^{er} acte se jouer hier lundi 6 octobre. Elle restera certainement dans la mémoire collective des agents de Vaucluse comme une belle pantalonnade ou comme un grand moment de ridicule, entre inepties et gabegie.

Passé encore le discours d'entreprise (complètement inadapté) et le bourrage de crâne sous-jacent auxquels on pouvait s'attendre, mais le petit pot de miel gardera un goût amer pour ceux à qui vous demandez toujours plus d'économies, souvent au péril des procédures légales.

Quant à l'infantilisation subie ce jour par les agents C et B, elle illustre à elle seule le fossé entre les exécutants et l'élite du département. Le recrutement d'une chargée de com' produit déjà ses premiers effets....

Nous vous adressons donc un message de responsabilité, qualité qui manque cruellement en ce moment dans notre pays.

Responsabilités au pluriel, en commençant par les plus importantes : le respect et la défense de vos agents. En cohérence, le respect de nos missions et de notre déontologie devrait être une évidence.

Être responsable, c'est aussi savoir résister et refuser une politique des indicateurs qui ne tient pas compte des spécificités des services locaux, ni de la qualité du travail effectué.

Être responsable, en tant que fonctionnaire de l'État, c'est affirmer qu'un service public ne peut pas fonctionner comme une entreprise privée.

Nous ne sommes pas là pour faire du fric, mais pour assurer un service public de qualité !

Enfin, nous vous rappelons que derrière chaque agent se cache un être humain qui, pour chacun d'entre eux, devrait être considéré comme tel et pas comme une variable d'ajustement tout juste bonne à fonctionner comme une machine, et l'appétit de nos gouvernants pour l'IA ne peut que nous horrifier sur ce point.

Si les fascismes montent un peu partout dans nos démocraties, le techno-fascisme est probablement le plus sournois.

Penser, croire et faire croire que l'IA fera mieux que l'humain est d'une stupidité insondable et irresponsable.

Alors, pour finir et en toute responsabilité, SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES continuera, au plan national, à mettre la pression sur nos parlementaires censés nous représenter pour qu'ils n'acceptent pas que la majorité de la population, les fonctionnaires, les services publics, la sécurité sociale, la justice sociale, fiscale et environnementale ne soient pas sacrifiés sur l'autel de l'austérité. Au plan local, nous continuerons à mettre la pression sur vous pour que les agents soient respectés et protégés !

A bon entendeur...